

Trafic illicite de migrants : Le Niger abroge la loi de répression

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 30 NOVEMBRE 2023

1475

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Sommet ordinaire de la CEDEAO

Vers une nouvelle crise entre l'Organisation et l'AES ?



Terrorisme et financement :
Enquête sur Iyad, Kouffa et des groupes armés



Logements sociaux
Les mauvais payeurs seront bientôt expulsés



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

29 Novembre
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



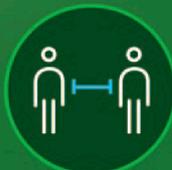
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

28

Nouveaux cas confirmés

0

Nouveaux guéris

0

Nouveaux décès

0

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

698873 Vaccinations incomplètes

3742757 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33150

Guéris

32331

Décès

743

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.15



P.24



P.27



/ Une /

Sommet ordinaire de la CEDEAO :
Vers une nouvelle crise entre l'Organisation et l'AES ?

P.4

/ Breves /

Sommet ordinaire du 10 décembre : L'impending bras-de-fer entre la CEDEAO et l'AES

P.13

13e programme de stage de formation professionnelle de l'APEJ :

P.14

200 jeunes bénéficient d'un stage de douze mois

Kidal : Alhaji Ag Gamou attendu sur le chantier du développement

P.15

Présidence : Remise de kits et de tablettes à la DAF pour le contrôle physique des fonctionnaires

P.16

/ Actualité /

Terrorisme et financement :

P.18

Enquête sur Iyad, Kouffa et des groupes armés

Logements sociaux :

P.20

Les mauvais payeurs seront bientôt expulsés

/ Politique /

Kidal

P.23

Le général Gamou annonce le retour prochain des services sociaux !

Comment conjurer le cycle des rebellions :

P.24

Reprendre l'initiative de la prospective

/ Culture & Société /

SIAMA 2023 :

P.27

La résilience par l'artisanat

/ International /

Trafic illicite de migrants :

P.29

Le Niger abroge la loi de répression

Soutien au Gabon : L'UA fait-elle preuve de partialité ?

P.30

/ Sport /

CAF-compétitions interclubs :

P.31

Large succès du Stade Malien au Congo

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations
[AMPI]

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass –
Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

• Gérant: Moctar Sow

• Redacteur en Chef:

• Rédaction Générale: Moctar Sow, Karamako B. KEITA,
Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin
Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba
Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• Service Commercial: Youssouf Diarra

• Secrétariat: Fatou SISSOKO



Sommet ordinaire de la CEDEAO

Vers une nouvelle crise entre l'Organisation et l'AES ?

Au nom des membres et du personnel de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI), le président Moumouni Guindo a remis le rapport annuel ainsi que plusieurs études et rapports au Président de la Transition. L'OCLEI joue un rôle crucial dans la mise en

œuvre des mesures de lutte contre l'enrichissement illicite à différents niveaux. Le rapport annuel met en évidence les résultats significatifs obtenus en termes de prévention, de répression et de promotion de la collaboration interservices et de la coopération internationale.

Les chefs d'État de la CEDEAO se réuniront le 10 décembre prochain lors d'un sommet ordinaire. Bien que plusieurs sujets soient attendus, il est important de noter que la question de l'instabilité dans la sous-région et de l'organisation des élections dans les pays du Sahel ayant subi des



coups d'État sera en tête de liste des sujets abordés.

Il est évident que les semaines à venir seront mouvementées pour les pays membres de l'Alliance des États du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso), qui devaient normalement démontrer leur volonté d'organiser des élections pour rétablir l'ordre constitutionnel. Depuis la création de l'Alliance des États du Sahel (AES), il est clair que la CEDEAO doit désormais composer avec un bloc des États du Sahel. Alors que les signataires de la Charte du Liptako Gourma multiplient les rencontres ministérielles pour promouvoir l'autonomie juridique, institutionnelle et économique de l'alliance, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) quant à elle, s'efforce de rétablir rapidement l'ordre constitutionnel dans ces pays dirigés par des militaires.

Au Mali, les autorités de transition ont annoncé en octobre le report de l'élection présidentielle prévue en

février 2024, qui devait marquer le retour des civils à la tête du pays. Cette décision contredit les engagements pris sous la pression de la CEDEAO en faveur d'un transfert du pouvoir. Les dates initialement prévues pour les deux tours, les 4 et 18 février 2024, seront légèrement repoussées pour des raisons techniques, selon le porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maïga, lors d'une déclaration devant des journalistes. Parmi ces «raisons techniques», les autorités ont évoqué l'adoption d'une nouvelle Constitution en 2023, la révision des listes électorales, ainsi qu'un litige avec une société française, Idemia, impliquée dans le processus de recensement. Le gouvernement précise que les nouvelles dates de l'élection présidentielle seront communiquées ultérieurement.

À l'heure actuelle, aucune date n'a été fixée par les autorités pour l'organisation des élections. Un tel statu quo pourrait entraîner de nouvelles sanctions pour Bamako, alors que le pays a déjà subi 9 mois de sanctions.

Au Niger, le coup d'État, qui semble ne pas avoir abouti, est dans l'incertitude et aucun calendrier n'a été proposé, alors que le pays est sous embargo depuis plusieurs mois suite à ce que les chefs d'État de la CEDEAO appellent une «tentative de coup d'État» contre le président Mohamed Bazoum. Dans ce pays, le Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a appelé les chefs d'État et de gouvernement de la région à lever les sanctions imposées à la République du Niger suite au coup d'État qui a entraîné l'accession au pouvoir de Mohamed Bazoum.

En juillet dernier, la CEDEAO a imposé des sanctions à la République du Niger suite à la destitution du président Mohamed Bazoum par certains militaires dirigés par l'ancien commandant de la Garde présidentielle, le général Abdourahmane Tchiani.

Le Parlement de la CEDEAO a déclaré que le peuple nigérien souhaitait être soulagé des difficultés économiques et des défis humanitaires causés par



l'interdiction des relations commerciales et le gel des comptes du pays dans les banques centrales régionales par les chefs d'État de l'organisation.

S'exprimant devant les médias après la séance d'ouverture du Parlement à Abuja mercredi, le chef du Sénat nigérian, qui est également membre du Parlement de la CEDEAO, Ali Ndume, a affirmé que les sanctions avaient un impact sévère sur les masses, y compris les Nigériens vivant à la frontière.

«Il s'agit d'un appel aux chefs d'État de la CEDEAO pour qu'ils prennent en compte la situation humanitaire et résolvent l'impasse politique au Niger», a-t-il déclaré.

Selon lui, le Niger partage des frontières avec environ huit États du Nigeria, à savoir Borno, Yobe, Kano, Katsina, Sokoto, Zamfara et Kebbi. Depuis la fermeture de la frontière et l'imposition de sanctions, les personnes pauvres, en particulier les enfants et les femmes, ont été confrontées à des difficultés inimaginables et aucun progrès significatif n'a été réalisé pour

résoudre ce problème.

Il a donc appelé le chef de l'État de la CEDEAO à intensifier la résolution de l'impasse politique au Niger en levant d'abord les sanctions et en rouvrant la frontière fermée entre le Niger et le Nigeria.

Toutes ces questions seront abordées lors de ce sommet et pourraient plonger ces pays dans une nouvelle crise avec la CEDEAO.

■ Binadjan Dombia

malikile.com
LE QUOTIDIEN D'INFORMATION, DE COMMUNICATION, DE CULTURE, D'ACTUALITE ET DE PUBLICITE

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "

COORDINATION DES MOUVEMENTS DE L'INCLUSIVITE (CMI)

Communiqué de félicitations aux autorités de la transition du Mali

La Coordination des Mouvements de l'Inclusivité (CMI) tient à féliciter chaleureusement les autorités de la transition pour le retour de Kidal dans le giron malien. Cette avancée est une étape cruciale dans le renforcement de l'autorité de l'État et la consolidation de l'intégrité territoriale du Mali. La CMI exprime son plein soutien et encourage les efforts des autorités de la transition pour garantir la sécurité des citoyens sur l'ensemble du territoire national.

La CMI réaffirme son engagement envers la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. Dans cette optique, nous exhortons toutes les parties concernées par l'accord à maintenir le calme et à poursuivre le dialogue. C'est ensemble que nous pourrons bâtir un Mali uni, pacifique et prospère.

Fait à Bamako, le 15 novembre 2023

Pour la Coordination des Mouvements de l'Inclusivité (CMI),



Le Président
Mohamed Attaïb SIDIBÉ

COORDINATION DES MOUVEMENTS DE L'INCLUSIVITE (CMI)

CONTACT PHONE : 77 44 00 44/76 34 33 79

Adresse @ : coordinationdesmouvements@gmail.com

■ Présidence de la République du Mali



Koulouba | 27 novembre 2023 | #Audience

Audience: le Président de la Transition accueille une délégation pour la justice envers Oumar Blondin DIOP

Ce 27 novembre 2023, Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition et Chef de l'État, a accueilli en audience une délégation dirigée par Dialo B DIOP, médecin biologiste à la retraite au Sénégal et jeune frère d'Oumar Blondin DIOP, un révolutionnaire décédé en détention le 11 mai 1973 sur l'île de Gorée. La famille du regretté révolutionnaire compte sur le soutien des autorités maliennes pour faire la lumière sur la mort d'Oumar Blondin DIOP.

A l'issue de l'audience, la délégation a exprimé ses remerciements au Président de la Transition pour l'accueil chaleureux et le soutien accordé à leur mission, entreprise depuis un demi-siècle dans le but d'obtenir vérité et justice pour la mémoire de leur défunt frère aîné, Oumar Blondin DIOP. Elle a souligné que bien que ce ne soit pas la première fois que le Mali leur apporte son soutien, l'appui actuel revêt une importance particulière, notamment en cette période charnière du cinquantenaire du décès de leur frère.

Félicitant le Président de la Transition et l'ensemble de l'équipe dirigeante pour la création de l'Alliance des États du Sahel, la délégation a considéré cette initiative comme un pas décisif dans la bonne direction. Selon Dialo B DIOP, porte-parole de la délégation et militant du parti des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (PASTEF), cette Alliance représente la seule voie de salut pour le continent.

Dialo B DIOP s'est réjoui de la fécondité des échanges avec le Chef de l'État, soulignant que la réponse du Président GOÏTA à leur requête était particulièrement significative.



■ Abdoulaye Diop



Dans le cadre de la réunion des Ministres des Affaires étrangères de l'Alliance des États du Sahel (AES), prévue de main, jeudi 30 novembre 2023 à Bamako, j'ai accueilli, ce jeudi à l'Aéroport international Président Modibo KEITA, mes Homologues du Burkina et du Niger, respectivement, Leurs Excellences Madame Ragnagnwendé Olivia ROUAMBA et Monsieur Bakary Yaou SANGARE.

Cette rencontre ministérielle de portée stratégique marquera une étape majeure dans l'opérationnalisation de l'AES, à travers l'adoption des protocoles additionnels et des organes à mettre en place ainsi que la définition des mesures politiques et de coordination diplomatique.



Moustapha Maïga



TAS : Selon son courriel de ce 29 Nov, LCBA a payé ses avances de frais, Affaire 9987 contre le classement de la Ligue 1, la FE-MAFOOT doit envoyer ses écritures d'ici le 19 Déc!

Issa Kaba



Point de presse sur la situation de Youssouf Tapo ce jeudi 30 novembre à 14 h au Palais de la Culture.

Youssouf de cœur avec toi.

invitation: point de presse

lieu: palais de la culture

Heure: 14 h

Vous avez été nombreux à nous accompagner depuis l'interpellation de notre artiste chanteur, Youssouf Tapo, le 11 novembre dernier en Côte d'Ivoire. Ainsi, nous vous invitons **ce jeudi 30 novembre 2023** à un point de presse organisé par la Team Maliba pour obtenir plus de détails sur son interpellation et solliciter l'implication de chacun pour sa libération.

Kounafoni24



MALI : Un grand MERCI à nos Services de Renseignements pour ce gros poisson pêché par les FAMAS dans le Centre.

Fatima Walet Diallo



Les appareils dialyses présentés ont tous été démonté par pièce pour réparer celui des cliniques privées appartenant aux caïmans

Zidani Azeddine



Prévu initialement à 20h30 avant qu'il soit retardé la veille à 21h10, le vol AH6106 assurant la desserte Alger / Oran n'a finalement eu lieu qu'à 22h45 chamboulant, ainsi, toute la suite du programme de la soirée.

C'est une véritable prise d'otage par Air Algérie et c'est la grande galère, pour ne pas dire la débandade totale.

C'est triste, vraiment triste !



Tamazya



Tin-Hinan, entre mythe et réalité!

Tin-Hinan, cette femme énigmatique, dont l'existence nous a été révélée par la tradition orale

et dont le nom voudrait dire « celle qui vient de loin » ou « celle qui se déplace », aurait été la mère fondatrice du peuple touareg. A travers les récits et les chants véhiculés par ses descendants, les hommes du désert, on peut retrouver son image : « Une femme irrésistiblement belle, grande, au visage sans défaut, au teint clair, aux yeux immenses et ardents, au nez fin, l'ensemble évoquant à la fois la beauté et l'autorité ».

C'est au IV^e siècle que vécut Tin- Hinan

Lorsqu'elle est arrivée dans l' Ahaggar, « elle venait de loin », indique son nom. Les chercheurs ont localisé cette origine chez les Bérâbers (amazighs) du Tafilalet, une contrée présaharienne du sud marocain .

Elle se rendit dans ce haut massif du Sahara algérien en compagnie d'une servante nommée Takamat.

Tin-Hinan aurait eu trois filles : Tinert, l'antilope, ancêtre des Inemba ; Tahenkot, la gazelle, ancêtre des Kel Rela ; Tamérouelt, la hase, ancêtre des Iboglân.

De son côté Takama, la servante, aurait eu deux filles qui reçurent en cadeau de Tin-Hinan les palmeraies de la région que possèdent toujours leurs descendants.

A la mort de cette reine, chaque tergui qui passait près de son tombeau y déposait une pierre en signe de dévotion, peu à peu ,s'éleva un monument de rocailles au sud Ouest de tamanrasset haut de 30 m



■ Histoires d'Afrique



@Silboyciell

Côte d'Ivoire : La France prépare-t-elle un coup d'État contre Alassane Ouattara pour éviter que la Côte d'Ivoire ne leur échappe ? Selon plusieurs sources émanant de fuites d'informations du Quai d'Orsay à Paris, des rumeurs circulent dans certains palais présidentiels. Après le succès du coup d'État au Gabon orchestré par la France, cette dernière semble décider d'anticiper dans certains pays africains. Anticipant la fin d'Alassane Ouattara et pour éviter qu'un coup d'État incontrôlé ne se produise, certains membres des services de renseignements ivoiriens en contact avec les forces françaises en Côte d'Ivoire travaillent actuellement avec un groupe d'officiers ivoiriens en vue de réaliser un coup d'État favorable à la France, à l'image de ce qui s'est passé au Gabon. Pour cela, des noms circulent au sein de la DGSE française. Jusqu'à la dernière information, la France hésite entre Doumbia et le patron de la garde présidentielle, ne sachant pas lequel sera fidèle aux autorités françaises sans se soumettre à la pression des panafricanistes. Le coup d'État est imminent, mais ce qui tarde est le choix de l'homme de la France. Selon les mêmes informations, les renseignements français conseillent également une action après la CAN, car il ressort que les Ivoiriens tiennent beaucoup à la CAN. Toute action perturbant le déroulement de la CAN sera désavouée. Ainsi, un coup d'État probablement après la CAN sera mieux perçu. La France modifie alors sa vision politique africaine après le coup d'État réussi au Gabon. Elle passe à l'étape d'anticipation, et plusieurs pays sont sur la liste. Le Cameroun, la Guinée Équatoriale, le Congo-Brazzaville et la Côte d'Ivoire subiront des coups d'État orchestrés par la France. La stratégie française consiste à soutenir le président Ouattara dans sa logique d'avoir comme successeur son frère cadet Ibrahim Ouattara. Sachant que cette succession est impossible au vu des enjeux politiques, l'opposition ivoirienne dans son ensemble ouvrira la porte à une al-

liance historique. La France sera donc dans l'obligation de mettre son plan en marche dans les jours, voire les semaines à venir, pour continuer à garder la main. C'est le même cas en Guinée Équatoriale, où la France relance son approche en décidant de libérer une partie des biens mal acquis pour mieux se rapprocher des autorités de la Guinée Équatoriale, qui subiront elles aussi un coup d'État français. Au Cameroun, la France soutient la succession impossible de Franck Biya, ce qui pourrait justifier le prochain coup d'État français présenté comme le coup d'État du peuple. Selon plusieurs informations concordantes, selon les autorités françaises, seul un coup d'État dans ces pays cités permettra à la France de ne pas être éjectée comme au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Plus de détails dans nos prochaines éditions.

Abdou Eyong Source : www.lafraternité.net



■ Aminata TOURE



@aminatourekkl

Munie d'une autorisation de visite en bonne et due forme, je me suis rendue ce matin à la prison du Cap Manuel pour rendre visite à

@SonkoOfficiel

. J'ai été normalement enregistrée comme visiteur et j'ai attendu dans la salle d'attente en compagnie de Mr. Déthie Fall et de l'Honorable député Ayib Daffé. Après 40 minutes d'attente, un agent de l'Administration pénitentiaire est venu me dire que je ne pourrais pas effectuer la visite car le tampon sur l'autorisation n'était pas... nettement visible. Depuis quand les citoyens sont-ils responsables de la qualité des tampons de l'Administration? Cet excès de zèle est inacceptable surtout après une première acceptation du permis de visite.



SALON DES
MEDIAS
DU MALI

3 EME
ÉDITION



DU 09 AU 12 MAI
2024

l o a d i n g . . .

**Sommet ordinaire du 10 décembre
L'impending bras-de-fer entre la CEDEAO
et l'AES**

À l'aube du 10 décembre prochain, le sommet ordinaire des chefs d'État de la CEDEAO promet d'être le théâtre d'un nouveau "bras-de-fer" politique d'envergure, alors que les pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), tels que le Mali, le Niger et le Burkina Faso, s'apprêtent à affronter l'institution politique sous-régionale.

Le 10 décembre marque le début d'un nouveau bras-de-fer politique entre la CEDEAO et l'Alliance des États du Sahel

Les semaines à venir s'annoncent tumultueuses pour cette région, déjà secouée par des bouleversements politiques et des transitions délicates. Alors que les signataires de la charte du Liptako Gourma se réunissent fréquemment lors de rencontres ministérielles, aspirant à l'autonomisation juridico-institutionnelle et économique de leur alliance, la CEDEAO prend position, mettant en avant la nécessité d'un "rétablissement rapide de l'ordre constitutionnel".

La tension entre les pays en transition et l'institution régionale atteint son paroxysme, exposant les divergences stratégiques et les enjeux géopolitiques qui sous-tendent

ce conflit latent. Alors que les pays de l'AES cherchent à consolider leur autonomie, la CEDEAO s'efforce de maintenir la stabilité régionale en exigeant un retour rapide à des gouvernements constitutionnels dans des nations actuellement dirigées par des militaires.

Cette dynamique complexe soulève des questions cruciales quant à l'équilibre délicat entre l'autonomie nationale et la nécessité d'une cohésion régionale. Le sommet du 10 décembre sera donc le lieu de débats houleux, où les dirigeants de la CEDEAO et de l'AES confronteront leurs visions divergentes pour l'avenir de cette région sahélienne en quête de stabilité.

Alors que les regards du monde entier se tournent vers cette rencontre cruciale, la pression sur les chefs d'État de la CEDEAO et de l'AES est à son comble. L'issue de ce nouveau "bras-de-fer" déterminera non seulement le cours politique de ces nations, mais également l'avenir de la coopération régionale en Afrique de l'Ouest. Un équilibre délicat entre autonomie nationale et stabilité régionale doit être trouvé, et c'est sur la scène du sommet du 10 décembre que ces enjeux cruciaux seront discutés, négociés, et peut-être, résolus.

Ichiaka Minta

Source: Bamada.net



13e programme de stage de formation professionnelle de l'APEJ: 200 jeunes bénéficient d'un stage de douze mois

Jeudi dernier a eu lieu la cérémonie de lancement du 13e programme de stage de formation professionnelle de l'Agence pour la promotion de l'emploi des jeunes (Apej). L'événement a été marqué par la passation du fanion et la lecture solennelle de la formule de serment pour le contingent 2023.

C'est sous l'égide du ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, porte-parole du gouvernement, représentant le président de la Transition que se sont tenus les travaux de la cérémonie officielle du 13e contingent de stage de formation professionnelle de l'Apej.

Sur les 24 000 qui ont postulé pour l'obtention d'un stage professionnel, seuls 200 jeunes ont été retenus par la commission de dépouillement dont 51 % de jeunes femmes. Ces 200 jeunes bénéficieront à compter du 1er décembre, d'un stage professionnel d'un an dans tous les secteurs (administration, institutions de la République, consulats diplomatiques et ONG).

Selon la ministre de l'Emploi et la formation professionnelle, Mme Bagayoko Aminata Traoré, ce programme de stage de formation professionnelle initié par le gouver-

nement en partenariat avec l'Apej, va beaucoup contribuer à réduire le taux de chômage des jeunes.

"Cette initiative reflète notre engagement soutenu envers le développement économique et la création d'opportunités pour la jeunesse malienne. Nous sommes impatients de voir les résultats positifs de cette nouvelle étape pour l'avenir de nos jeunes talents. Car, comme l'avait dit le chef de l'Etat, si j'échoue, c'est toute la jeunesse qui échouera", a rappelé Mme Bagayoko.

Les 200 nouveaux stagiaires de l'Apej présents au CICB ont promis d'être assidus, ponctuels et courtois durant tout leur temps de stage.

Le ministre d'Etat Abdoulaye Maïga a souligné les efforts du gouvernement de faire de la jeunesse une priorité, avec des initiatives comme le recrutement massif dans l'armée, le Service national des jeunes et le programme de l'Apej.

"Aujourd'hui, toutes les activités reposent sur la prise en compte de l'emploi des jeunes aussi bien que le développement économique et social, la défense et la sécurité du Mali. La jeunesse malienne représente 75 % de notre démographie. Donc, il était logique de faire la problématique de l'emploi de la jeunesse l'une des priorités des autorités de la Transition conduite par le colonel Assimi Goïta", a-t-il conclu.

Ousmane Mahamane
Mali Tribune



Kidal:**Alhaji Ag Gamou attendu sur le chantier du développement**

A l'issue du conseil des ministres du mercredi 22 novembre 2023, le général de brigade Alhaji Ag Gamou a été nommé gouverneur de la région de Kidal. Aussitôt nommé, le nouveau gouverneur a été reçu en audience par le président de la Transition. Il a promis la sécurisation et l'installation des bases d'un développement durable dans cette région.

Depuis la reprise de Kidal par l'armée malienne il y a deux semaines, les choses vont très vite. Après la prise de fonctions de la gendarmerie, le mercredi 22 novembre à l'issue du conseil des ministres, le président de Transition Assimi Goïta a jeté son dévolu sur le général de brigade Alhaji Ag Gamou, en le nommant gouverneur de la région de Kidal fraîchement conquise.

Une nomination amplement méritée, selon plusieurs observateurs, au regard de la qualité et les compétences de l'homme. Il était réputé pour être l'un des meilleurs officiers généraux de l'armée malienne parce qu'il commandait les Forces armées maliennes lors des deuxième et troisième batailles de Kidal en 2014, avant d'être vaincu par les groupes armés rebelles de la CMA qui avaient repris le contrôle de la ville de Kidal jusque-là.

Cette fois-ci, le général de brigade Alhaji Ag Gamou ne va pas à Kidal en tant que chef de guerre. Au lendemain de sa nomination, il a été reçu en audience par le président Goïta pour prendre les directives. Il a pour mission d'assurer la sécurité des personnes et des biens, de relancer les activités des services sociaux de base (santé, éducation, alimentation et besoins en eau) de restaurer la concorde sociale, de favoriser le retour des réfugiés et des déplacés.

Issu d'une tribu minoritaire Imghad de Kidal en perpétuel conflit avec la tribu des Ifoghas considérée comme les fondateurs de Kidal, comment Gamou va s'y prendre ? Parviendra-t-il à rassembler toutes les tribus de la région y compris les Ifoghas pour le développement de Kidal ? Parviendra-t-il aussi à instaurer la paix et la sécurité à Kidal ? Les questions demeurent entières.

Lors de son entretien avec le président de la Transition, le nouveau gouverneur a promis la sécurisation et l'installation des bases d'un développement durable dans cette région, qui a longtemps été prise en otage par des groupes terroristes et des criminels.

Comme disait un adage, "c'est au pied du mur qu'on voit le maçon". Alhaji Ag Gamou est donc attendu sur le chantier du développement durable de Kidal.

Ousmane Mahamane
Mali Tribune



Présidence

Remise de kits et de tablettes à la DAF pour le contrôle physique des fonctionnaires

Le lundi 27 novembre 2023, la salle de réunion de la direction administrative et financière a servi de cadre pour la cérémonie de remise de kits et de tablettes pour assurer le contexte du contrôle physique des fonctionnaires de l'état et des collectivités territoriales.

Cette cérémonie était présidée par le Colonel Cheick Mamadou Chérif TOUNKARA, Directeur administratif et financier (DAF) de la Présidence de la République du Mali.

La Coordinatrice des opérations d'identification au niveau des institutions, Mme DIARRA Fanta SAMAKÉ, et plusieurs collaborateurs du DAF étaient également présents.

La délégation du ministère de la Refondation de l'État a remis deux tablettes et des kits destinés à l'identification des fonctionnaires de l'État et des collectivités territoriales au Directeur administratif et financier. Le DAF a souligné l'importance de ces kits, expliquant qu'ils étaient essentiels à l'enrôlement du personnel de la Présidence de la République et d'autres institutions, ainsi que des autorités indépendantes.

Le Colonel TOUNKARA a rappelé qu'il s'agissait de la deuxième phase de l'opération d'identification, visant à connaître et maîtriser l'effectif réel des fonctionnaires pour une gestion efficace de la masse salariale, de faire des projections précises et une planification de carrière bien structurée. Cette initiative, selon le Colonel TOUNKARA, contribuera également à orienter les processus de recrutement, dans le but de réduire les dépenses de l'État, un enjeu clé de cette Transition.

Le Colonel Cheick Mamadou Chérif TOUNKARA s'est estimé que la première de cette opération s'était bien déroulée. D'où le souhait de voir cette deuxième phase connaître le même niveau de réussite.

Le Directeur administratif et financier de la Présidence n'a pas manqué de rappeler que cette opération avait été lancée en fin mai 2023 en présence du Chef de l'État, Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Président de la Transition.

Selon les assurances du Directeur administratif, les équipements ainsi reçus seront utilisés de manière responsable. La coordinatrice des opérations d'identification a été la première à être identifiée après la réception de ces tablettes.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DU MALI





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Terrorisme et financement : Enquête sur Iyad, Kouffa et des groupes armés



Une enquête judiciaire a été ouverte pour «terrorisme» et financement contre les chefs d'Al-Qaida et les séparatistes touaregs. Iyad Ag Ghaly, qui dirige le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, et Amadou Kouffa, chef de la katiba Macina, sont particulièrement visés par la justice malienne.

La justice malienne a annoncé, mardi soir 28 novembre 2023, l'ouverture d'une enquête visant des chefs locaux d'Al-Qaida, dont Iyad Ag Ghaly, ainsi que des séparatistes touaregs pour des actes de terrorisme, le financement du terrorisme

et la détention illégale d'armes de guerre. Cette enquête intervient dans un contexte de dégradation de la sécurité dans le nord du pays, où l'armée a récemment repris la ville de Kidal, symbole de la rébellion touarègue qui était aux mains des groupes armés depuis 2013.

Iyad Ag Ghaly, chef du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) au Mali, une alliance djihadiste affiliée à Al-Qaida, figure aux côtés du prédicateur peul Amadou Barry, alias Amadou Kouffa, chef de la katiba Macina, appartenant à la même mouvance, sur la liste

des djihadistes mentionnés dans le communiqué du procureur de la cour d'appel de Bamako transmis à l'AFP.

D'autres djihadistes, notamment Housseine Ould Ghoulane et Achafagui Ag Bouhada, sont également mentionnés dans le texte, qui énumère également six responsables séparatistes touaregs. Ces derniers ont repris les armes contre l'État central malien malgré la signature d'un accord de paix avec Bamako en 2015 à Alger. Il s'agit d'Alghabass Ag Intalla, Bilal Ag Acherif, Ibrahim Ould Handa, Fahad Ag Almahmoud, Hanoune Ould Ali et Mohamed Ag Najim, des res-



responsables d'une alliance de groupes armés à dominante touareg.

Le procureur général près la cour d'appel de Bamako a ordonné l'ouverture d'une enquête contre les leaders terroristes, ainsi que d'autres membres signataires de l'accord de paix de 2015 qui ont basculé dans le terrorisme. L'objectif de cette enquête est de permettre aux auteurs présumés de ces actes et à leurs complices de répondre de leurs actes devant la justice, selon le communiqué.

Selon le parquet, des renseignements ont révélé la formation d'une association entre certains individus dans le but de semer la terreur, de porter atteinte à l'unité nationale, à l'intégrité territoriale et de ter-

nir l'image de l'armée malienne. Il mentionne des «faits d'une extrême gravité» qui pourraient constituer des infractions présumées telles que des associations de malfaiteurs, des actes de terrorisme, du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, la détention illégale d'armes de guerre et de munitions, ainsi que la complicité de ces mêmes faits. Selon lui, de tels «agissements» pourraient causer des victimes civiles et militaires.

Depuis 2012, le Mali est confronté aux actions des groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique, ainsi qu'à la violence des groupes d'auto-défense auto-proclamés et au banditisme. La crise sécuritaire s'accompagne d'une crise humanitaire et politique profonde.

Les colonels qui ont pris le pouvoir par la force en août 2020 ont rompu en 2022 la coopération militaire historique avec la France et se sont tournés politiquement et militairement vers la Russie.

En particulier, le nord du Mali est en proie à une intensification des affrontements militaires depuis août. Le retrait de la mission des Nations unies (MINUSMA), poussée vers la sortie par la junte au pouvoir, a déclenché une lutte pour le contrôle du territoire entre l'armée, les djihadistes et les séparatistes qui ont repris les armes contre l'État central.

■ Binadjan Doumbia

www.malikile.com

Logements sociaux

Les mauvais payeurs seront bientôt expulsés



L'Office Malien de l'Habitat (OMH) a récemment annoncé son intention de procéder à des expulsions systématiques des bénéficiaires des logements sociaux qui ne paient pas leurs loyers. Cette décision fait suite à de nombreuses tentatives infructueuses de récupérer les paiements en souffrance de ces bénéficiaires. Alors que certains demandent la clémence de l'OMH, d'autres soulignent l'importance de faire respecter les règles afin de réparer une injustice envers ceux qui attendent un logement social. Cet article examinera les raisons

derrière cette décision, les réactions des parties concernées et les conséquences potentielles pour les bénéficiaires.

L'OMH a constaté que de nombreux bénéficiaires des logements sociaux ne remplissent pas leurs obligations financières envers l'office. Ces impayés chroniques ont créé une situation injuste pour ceux qui attendent depuis longtemps un logement social au Mali. Le Directeur Général de l'OMH, Issa Seydou Sissoko, souligne que malgré les multiples démarches entreprises pour

résoudre ce problème, il est temps d'appliquer les dispositions légales.

L'OMH a engagé des huissiers pour informer les bénéficiaires en défaut de paiement de leur situation. Il n'y aura pas de délai spécifique avant l'exécution des expulsions, et tous les bénéficiaires concernés seront avisés par voie d'huissiers. L'OMH rappelle aux personnes expulsées qu'il ne renoncera pas aux sommes impayées et qu'il utilisera les voies appropriées pour récupérer les fonds dus.



Bourama Guimbala Siby, président de la fédération des associations des bénéficiaires et demandeurs de logements sociaux, dénonce le comportement de certains bénéficiaires en défaut de paiement. Cependant, il plaide également en faveur de la clémence de l'OMH et demande à l'office de soutenir ces bénéficiaires, qui s'engageront à payer progressivement en fonction de leurs opportunités financières.

Les paiements mensuels des bé-

néficiaires des logements sociaux constituent une source de revenus importante pour financer de nouveaux projets de logements sociaux et répondre à la demande croissante. Le directeur de l'OMH a souligné que cette opération d'expulsion touchera un grand nombre de bénéficiaires de logements sociaux.

L'OMH prend des mesures fermes en expulsant les bénéficiaires des logements sociaux qui ne paient pas leurs loyers au Mali. Cette décision

visé à rétablir l'équité pour ceux qui attendent depuis longtemps un logement social. Alors que certains demandent la clémence de l'OMH, d'autres soulignent l'importance de faire respecter les règles pour assurer la viabilité financière des projets de logements sociaux futurs. Il reste à voir comment cette décision sera mise en œuvre et quelles seront les conséquences pour les bénéficiaires concernés.

■ Binadjan Doumbia

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Kidal

Le général Gamou annonce le retour prochain des services sociaux!



Nommé à la tête de cette région après la reprise de la ville de Kidal des mains des groupes armés, le général El Hadj Gamou, nouveau gouverneur, a annoncé le retour prochain des services sociaux de base. Il a également appelé les populations à revenir. Les premiers convois de militaires de la police et de la protection civile sont rentrés dans la ville dimanche dernier.

Environ 200 membres composent ces contingents de la police et de la protection civile arrivés ce dimanche à Kidal. Selon les autorités

en charge de la sécurité, l'arrivée de ces militaires à Kidal s'inscrit dans le cadre du renforcement de la présence des forces de sécurité. Ils assureront également le maintien de l'ordre dans la région, ajoutent-elles.

"Mes hommes sont bien arrivés à Kidal", rassure le commissaire divisionnaire Mamadou S. Coulibaly, commissaire du premier arrondissement de Kidal. Il indique également que leur mission consiste à servir et protéger la population de la région.

Le lieutenant-colonel Drissa

Mariko, directeur régional de la protection civile de Kidal, abonde dans le même sens.

Les autorités nationales annoncent également le déploiement, dans les jours à venir, de la garde nationale, de la gendarmerie, de l'administration et des services sociaux de base.

Les grands projets du Général Gamou

Immédiatement après la reprise de la ville par l'armée, les autorités de la Transition ont nommé le Général Elhadj Gamou gouverneur de la

région de Kidal, berceau de plusieurs insurrections séparatistes. Officier de l'armée malienne respecté pour avoir fait ses preuves lors des grandes batailles contre les groupes armés du Nord, il est reconnu pour sa loyauté envers l'État du Mali. Ancien rebelle, il est toujours resté fidèle à l'armée depuis la signature des accords en 1990 qui ont vu son intégration dans l'armée nationale.

Le tout nouveau gouverneur de la région de Kidal promet de rétablir les services sociaux de base et d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens dans toute la région. Selon lui, Kidal deviendra bientôt une région stable et émergente, à l'instar des autres régions du Mali. "Dans les semaines à venir, je m'installerai à Kidal et je ferai tout dans l'intérêt général de

la population de Kidal, en ramenant tous les services sociaux de base afin que la population de Kidal, qui a été trop éprouvée par l'insécurité de toutes sortes, revienne et que la région redevienne normale, comme toutes les autres régions du Mali", a-t-il promis.

Binadjan Doumbia

Comment conjurer le cycle des rebellions : Reprendre l'initiative de la prospective

Géologue et homme politique, Dramane Dembélé fut ministre. Cet ancien de l'AEEM a beaucoup boulingué dans son pays et à l'extérieur pour faire des recherches. Ancien DG de la DNGM, il est sorti de son mutisme pour étayer ses arguments pour la fin des rébellions au septentrion de notre pays. Lisez plutôt !

Reprenons l'initiative de la prospective au Nord du Mali pour conjurer le cycle des rebellions !!!?

Le nord du Mali: un enjeu mondial, Régional et local

Enjeu mondial :

L'espace étant un enjeu, le nord du Mali est une vaste zone stable géologiquement donc une région propice pour faire des essais nucléaires et stocker des déchets nucléaires.

Aujourd'hui les espaces offshore, pour stocker les déchets nucléaires, se sont révélés comme une menace globale pour humanité avec un potentiel de risque exponentiel par les tsunamis.

Et les prospectives s'orientent sur les zones non mobiles stable comme le nord du Mali. En terme de ressources minières: Au nord du Mali, il a été mise en évidence sur





plus un cumul de 4000km linéaires d'anomalies uranifères. Alors que le plus grand gisement d'uranium au monde en date était sur 300 km² environ .

Il se trouve que la Chine veut diversifier sa source d'approvisionnement pour garantir sa sécurité énergétique et du coup il est posé la problématique de ressources indépendante d'une autre puissance nucléaire.

De même nous avons un potentiel en terres rares. Cette matière est indispensable dans la fabrication de composantes électroniques de haute portée technologique. Par ailleurs il se trouve que la Chine est le premier fournisseur mondial à plus de 90% de terres rares. Et aujourd'hui elle est en conflit avec l'OMC [Organisation Mondiale du

Commerce] parce que voulant livrer un produit semi-fini de cette matière. Dans ce conflit mondial latent de matière stratégique, le Mali peut être un facteur d'équilibre.

Du reste en terme de curiosités géo scientifiques : Le nord du Mali est un laboratoire à ciel ouvert. L'ouverture de l'océan atlantique s'est opérée quelque part dans le Tilemsi, il y a 630 millions années [il y a 20ans j'avais voulu faire une publication sur les traces de l'océan perdu au Mali avec le Pr Renaud Caby de l'université de Montpellier].

Aussi, il y a une possibilité de traçabilité de l'inversion du pôle magnétique [Domaine d'application militaire] avec l'analyse des inclusions fluides dans les dolérites affleurants dans le Tilemsi [À

l'époque le Chercheur Tahar Aïfa m'avait suggéré une thèse dans son labo à Rennes avec une possibilité de financement de l'OTAN].

Enjeu Régional :

Aujourd'hui avec le méga projet de gazoduc transafricain qui prendra racine au Nigeria et débouchant sur la Méditerranée via le Niger, l'Algérie..., pour aller chauffer l'Europe, le Mali peut et doit prendre sa part à moins que ça soit l'éternel réthorique: le Mali pays des occasions ratées.

Au Nord du Mali si nous n'avons rien nous aurons du gaz dont les ressources inférées sont estimées à quelques milliards de mètres cubes. Malgré tous les indices probants de maturité en gaz pourquoi le Mali n'arrive t-il pas à forer?

Certainement en interrogeant les stratégies en reconstitution des réserves stratégiques nous aurions un début de réponse. Il se trouve que l'Algérie serait en difficulté économique avec la baisse accélérée de sa productions d'hydrocarbures amorcée depuis 2006 (-20%). Alors que ce secteur représente 30% de son PIB, 97% de ses exportations et près 70% de ses recettes fiscales. En même temps la pression de sa consommation nationale doublerait à l'horizon 2030 dans 7ans au plus.

À horizon 2040, sa production gazière serait de 100 milliards de m3 alors que sa consommation nationale pour produire de l'énergie pour ses 60 millions d'habitants va brûler 60 milliards de m3. Cela impactera fortement ses recettes d'exportations.

Son alternative en gaz de schiste est énorme dont l'exploitation aura des impacts environnementaux néfastes incommensurables. Alors, pourquoi ne pas consolider nos gisements transfrontaliers. Cela permettra du coup une mutualisation de nos efforts de sécurisation de la mobilité des personnes et des biens.

En 2001, durant 2 ans j'ai assuré le rôle de chef géologue de la mission de cartographie et d'inventaires miniers dans l'Adrar des Iforas.

Aujourd'hui il est établi que la zone de Tessalit et Boureissa sont des points géostratégiques pour observer tout le bassin méditerranéen.

Alors allez-y comprendre pourquoi Américain et Français convoitaient tant cet espace géostratégique dans un environnement international belliqueux?

En revanche les puissances mondiales doivent intérioriser que nous sommes adultes et cernons les enjeux de l'espace.

Enjeu Local:

Quatre ans durant j'ai été en contact profond avec les régions nord du Mali dans le cadre d'un projet de cartographie et d'inventaires miniers.

J'ai constaté que l'horizon de cette partie du Mali est orienté vers l'Algérie. Tous les produits de bases essentiels pour vivre venaient d'Algérie.

Je garde encore en moi le traumatisme des enfants aux abords du Markouba juste après Almoustarat en allant à Tessalit via Aguelhoc et entre Abeïbara – Tizawaten, me mardiaient de l'eau, ne voulant ni pain ni sucre. Cela été ma forte interpellation, comment sédentarisées les ressources du nord?

À l'époque jeune (33 ans) politique engagé, j'ai essayé de partager mon traumatisme, très révolté j'ai dit que tout est entretenu pour une cycle de rébellion au nord. En intériorisant qu'une Nation est mieux qu'une fédération, la fusion des harmonies et des différences. La nouvelle gouvernance devra créer les conditions de l'appropriation, par tous les maliens, du sentiment d'appartenance à une même Nation.

La République est interpellée dans sa capacité à formuler et à mettre en oeuvre des réponses. La république doit se réconcilier avec ses exclus. Notre société devra s'enrichir de la capacité des uns à soulager la solitude des autres.

Lorsque j'évoquais mes préoccupations sur le nord on m'opposait la réponse décentralisation comme si ce modèle fétiche suffisait à lui même. J'ai vu des fractions dotées de quelque mètres de grillages et des arrosoirs par des projets et cela était synonyme de développement. En même temps pendant mes géo-traverses je croisais souvent des colonnes de véhicules tout terrains hyper armée on me disait des contrebandes de cigarettes.

À l'époque je me suis évertué à expliquer que pour anticiper sur une autre rébellion éventuelle, nous devrions sédentariser les ressources au nord par exemple en surcreusant les marres dans : le Tilemsi surtout aux abords d'Aguelhoc, à Amalaoulaou, à Sorori et Tina-hama entre autres.

De même en aménageant les bassins versants des oueds avec leur micro climat propice à la culture de pâturages ne serait-ce que pour fixer les animaux? Sinon le foyer sera toujours latent, nous étions en 2001. Le béton comme symbole de la présence de l'Etat n'était pas une solution dans un tel environnement socio-économique.

Le Mali est un et son destin sera unique dans la pluralité des opinions, des origines et des obédiences.

Je voudrais rendre ici un hommage à la mémoire d'un de mes Techniciens géologues émérite à la personne du jeune Sidi Yaya Touré froidement abattu en plein Kidal vers 18h pour l'arracher mon véhicule de chef de mission dont je resterais marqué à vie. Malgré que j'avais recruté les ex combattants dans mes équipes, malgré ma diplomatie de méchoui avec Ibrahim Ag Bahanga j'ai perdu un jeune à peine âgé de 26 ans.

À l'époque je me suis fortement interrogé; est ce le monopole de la violence doit être du domaine de l'Etat ou des groupes armées? Sur l'autre versant du Tamesna comment notre voisin du Niger appréhendait cette question?

À suivre la gouvernance de l'abondance. Est ce le Mali échappera t-il du syndrome Polonais ou s'inspira t-il du modèle [de Dubaï] des Émirats Arabe unis?

Dramane Dembele ingénieur
Géologue, consultant Indépendant
secteur minier.

Le Zenith Bale

SIAMA 2023 : La résilience par l'artisanat

La 4^e édition du Salon international de l'artisanat du Mali (Siama) a débuté le jeudi 23 novembre 2023 et se poursuivra jusqu'au 3 décembre 2023 au Parc des expositions de Bamako. Placé sous le thème "Artisanat africain, facteur de résilience, de paix, d'intégration des peuples et de croissance économique", ce Salon est de loin aujourd'hui, l'un des événements qui réunit une dizaine de pays et qui fait montre du talent des artisans du Mali et de la sous-région. L'objectif du Siama est de créer un cadre qui favorise les rencontres et les échanges entre les artisans maliens et ceux venus d'ailleurs et aussi de susciter la consommation locale qui reste l'un des défis auxquels le secteur est confronté.



La cérémonie d'ouverture s'est faite en présence du Premier ministre du Mali et son homologue du Burkina Faso, pays invité d'honneur. Le Siama met à l'honneur l'artisanat africain, un secteur qui contribue de manière significative au développement socioéconomique des pays africains.

Cet espace dédié à la promotion du

made en Mali est une aubaine pour le secteur de l'artisanat, d'où le thème "Artisanat africain, facteur de résilience, de paix, d'intégration des peuples et de croissance économique".

Plus de 350 artisans et des milliers de visiteurs venus de plus de 10 pays du monde sont présents à cette 4^e édition du Siama. Dans les

différents stands, on retrouve une variété de produits artisanaux.

Mamadou Minkoro Traoré, président de l'Assemblée permanente des chambres de métiers du Mali a, dans son allocution, salué la ténacité du gouvernement malien à travers le ministère de l'Artisanat d'avoir une fois de plus organisé le Siama dans un contexte difficile.

“La présente édition avec comme pays invité d'honneur le Burkina est le lieu de remercier les pays présents. La présence de tous les artisans témoigne le rôle et l'importance de l'artisanat au Mali et aussi de la qualité des produits. L'un des objectifs étant de mettre davantage en valeur le talent des artisans. Et cela se voit avec le nombre de stands qui a considérablement augmenté par rapport aux précédentes éditions. Il y a aussi les boulangers qui ont occupé des stands”, a-t-il ajouté.

Des intermèdes musicaux avec l'ensemble instrumental et Rama du Burkina ont égayé les invités pendant la cérémonie.

Le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo a exprimé sa fierté et s'est dit très honoré de prendre part à la cérémonie d'ouverture de cette 4e édition du Siam. Il a remercié le Burkina Faso pour son implication dans l'organisation ainsi que toutes les autres délégations venues de la sous-région.

“Au fil des éditions, l'événement connaît plus d'engouement et de succès et devient l'un des ren-

dez-vous majeurs de l'artisanat. Faire de l'artisanat un moteur de recherche reste l'une des préoccupations du gouvernement malien. L'artisanat malien reste ce que l'on appelle petit métier mais qui regorge beaucoup de choses. Le Siam est un cadre d'intégration, qui permet aux artisans d'ici et d'ailleurs d'apprendre les uns des autres afin que la créativité soit boostée et que ce secteur puisse rayonner”, a fait remarquer le ministre Guindo.

Il a aussi rappelé que l'artisanat est un moyen de résilience qui permet de faire face aux difficultés du moment, ajoutant qu'il joue un rôle important dans la préservation des cultures africaines.

Le représentant officiel du Burkina Faso a parlé au nom du Premier ministre burkinabè Apollinaire Joachim, ministre de la culture du Burkina : “Je tiens à témoigner à nouveau l'engagement du Burkina dans tous les chantiers du Mali. Etant lié par la géographie, l'histoire, le Mali et le Burkina sont des pays frères. La présence du Burkina s'inscrit dans le cadre de notre témoignage”.

Il dira que le thème de cette édition “Artisanat africain, facteur de résilience, de paix, d'intégration

des peuples et de croissance économique” est en phase avec la vision de nos deux pays. “Ce salon offre une opportunité aux artisans. La crise a joué sur ce secteur et ce salon est un cadre de valorisation et de promotion pour permettre d'améliorer les conditions de vie de ces hommes et femmes”, a-t-il expliqué.

Il a exprimé sa gratitude au gouvernement d'avoir ouvert ce cadre aux artisans maliens et burkinabè et surtout d'avoir tenu ce salon en ces temps compliqués. Les mots d'ouverture ont été prononcés par le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga. Suivis de la coupure de ruban et d'une visite des stands pour admirer les produits des artisans.

Pendant la visite, les exposants semblaient enthousiastes malgré le contexte actuel. Ils espéraient beaucoup écouler leurs produits avant la fin du Siam.

Le Salon, qui a ouvert ses portes le jeudi, 23 novembre se poursuit jusqu'au 3 décembre 2023 au Parc des expositions de Bamako.

Aminata Agaly Yattara
Mali Tribune



Trafic illicite de migrants : Le Niger abroge la loi de répression



Les autorités militaires au pouvoir au Niger ont abrogé la loi de 2015 réprimant le trafic illicite de migrants. La junte a mis fin à la coopération avec l'Union européenne en matière de contrôles aux frontières.

L'épreuve de force est engagée entre le Niger et l'Union européenne (UE) concernant la question migratoire. La junte issue du coup d'État de juillet 2023 à Niamey a relevé le niveau, le lundi 27 novembre 2023, en abrogeant une loi datant de 2015 qui pénalisait le trafic illicite de migrants.

Ce dispositif répressif, l'un des principaux résultats de la coopération entre Bruxelles et les États africains, visant à freiner les flux migratoires vers la Méditerranée, est aujourd'hui critiqué par le gouver-

nement nigérien, qui affirme qu'il a été adopté «sous l'influence de certaines puissances étrangères» et au détriment des «intérêts du Niger et de ses citoyens».

Cette annonce risque d'avoir un écho d'autant plus fort à Bruxelles que le pays sahélien occupe une position stratégique sur les routes migratoires du continent africain en tant que corridor de transit privilégié vers la Libye, une plate-forme de projection - avec la Tunisie - vers l'Italie. Elle intervient au pire moment pour les Européens, alors qu'ils peinent à unifier leurs positions face à la nouvelle vague d'arrivées qui touche l'Italie.

Du 1er janvier au 26 novembre, le nombre de migrants et de réfugiés débarqués sur les côtes de la péninsule s'est élevé à 151 312, soit une

augmentation de 61 % par rapport à la même période en 2022. Cette augmentation est sans précédent depuis la crise migratoire de 2015-2016.

À Bruxelles, l'inquiétude grandit face à cette augmentation de migrants. La commissaire européenne aux affaires intérieures, la Suédoise Ylva Johansson, s'est déclarée mardi «très préoccupée» par le revirement nigérien. Cette décision semble être une réponse au durcissement récent de l'UE à l'égard des putschistes. Le 23 novembre, le Parlement de Strasbourg avait «fermement condamné» le coup d'État à Niamey, un mois après l'adoption par le Conseil européen d'un «cadre de mesures restrictives», ouvrant la voie à de futures sanctions.

Binadjan Doumbia

Soutien au Gabon : L'UA fait-elle preuve de partialité ?



Le 27 novembre 2023, le Président de la Transition, Président de la République et Chef de l'État, le Général Brice Clotaire Oligui Nguema, a eu une réunion avec une délégation dirigée par Monsieur Mohamed Ibn Chambas, Haut Représentant du Président de la Commission de l'Union Africaine. Cette rencontre fait partie d'une série de discussions engagées par l'institution avec les autorités gabonaises suite aux événements du 30 août dernier. L'émissaire de la Commission de l'UA a transmis au Chef de l'État les salutations fraternelles de Monsieur Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de ladite institution, et s'est informé des contours, des objectifs et de la feuille de route du CTRI.

Le Docteur Mohamed Ibn Chambas, après avoir été informé, a salué les progrès réalisés et le caractère inclusif et participatif de la Transition. Il a exprimé la volonté de l'institution d'accompagner efficacement le peuple gabonais et ses autorités dans ce processus, tout en soulignant fortement que le Gabon reste membre de l'Union Africaine. À cet égard, le Représentant de l'UA a annoncé la prochaine mise à disposition d'un panel d'experts pour mener à bien cette Transition, qui pourrait servir de modèle.

À l'issue de ces discussions constructives, les deux personnalités se sont engagées à redynamiser la coopération entre l'Union Africaine et le Gabon. Pendant ce

temps, les transitions en cours au Sahel subissent des pressions. L'organisation africaine n'a pas autorisé le retour des représentants du Burkina Faso, du Mali, du Niger et de la Guinée à l'Union Africaine depuis que ces pays ont connu des ruptures constitutionnelles et sont dirigés par des militaires. Est-ce à dire que la rigidité de ces pays a pesé dans la balance ? Soulignons que le Gabon est le dernier pays concerné. Peut-on dire que les militaires gabonais ont tiré des leçons de ce qui s'est passé dans les pays ayant subi un coup d'État ?

Binadjan Doumbia

CAF-compétitions interclubs : Large succès du Stade Malien au Congo

Après quelques semaines d'arrêt, les compétitions interclubs africaines ont repris le week-end passé avec les rencontres aller des phases de groupes. En déplacement au Congo, le Stade malien de Bamako a largement battu les Diables Noirs sur le score de 3 buts à 1. En plus du Stade malien, le Mali était représenté sur la scène continentale par des footballeurs évoluant avec d'autres clubs africains.



En raison des matchs éliminatoires des équipes nationales pour la Coupe du monde 2026, les compétitions africaines interclubs étaient momentanément à l'arrêt. Depuis le week-end passé, elles ont repris avec la première journée des phases de groupes à la fois en Ligue des Cham-

pions et en Coupe de la Confédération.

Seul représentant malien encore en lice sur la scène africaine, le Stade malien de Bamako était en déplacement au Congo pour y affronter les Diables Noirs dans le

cadre de la première journée de la Coupe CAF. De leur voyage, les Blancs de Bamako ont ramené un large succès de 3-1. Les Blancs de Bamako ont fait la différence grâce à des réalisations signées Amadou Traoré (4'), Yoro Diaby (10') et Isaaah Yakubu (41'). Un match que le

Stade malien plié dès la première période avec une avance de 3 buts avant la réduction tardive du score par les locaux pour un score finale de 3-1. Ce faisant, le club de Sotuba réalise une belle performance hors de ses bases dans une compétition qu'il a déjà remportée en 2009.

Dans l'autre rencontre du groupe D, les Marocains du RS Berkane ont aussi battu les Sud-africains de Sekhukhune United par 2-0 à domicile.

Pour le compte de la 2e journée, le Stade malien recevra le R.S Berkane à Bamako tandis que le duel des défaitistes opposera Sekhukhune United aux Diables Noirs en Afrique du Sud le dimanche 3 décembre.

En Ligue des champions, le Mali n'a pas de clubs représentant le pays mais a des joueurs évoluant dans d'autres clubs engagés dans cette compétition. Parmi ceux-ci, il y a Djigui Diarra. Malheureusement pour le portier de l'équipe nationale, la première sortie de poule a été catastrophique. L'ancien dernier rempart du Stade malien de Bamako a coulé en Algérie face au CR Belouizdad avec Young Africans sur le score de 3 buts à 0. Le club tanzanien fait ainsi un faux départ qu'il devra vite rectifier. De son côté, le Tout Puissant Mazembé de la R.D Congo a aussi perdu son premier match en Egypte. Contre les Pyramides, Fily Traoré et ses coéquipiers se sont inclinés sur le score de 1-0.

De leur côté, Al Ahly d'Aliou Dieng a gagné à domicile contre Medeama du Ghana (3-0) tandis que Simba de Tanzanie où évolue Sadio Kanouté a été accroché à domicile par les Ivoiriens de l'ASEC (1-1).

A noter que ce sont 16 clubs en Coupe de la Confédération et autant en Ligue des Champions, qui participent à ces différentes phases de groupes. Ils ont été répartis entre 4 groupes de 4 équipes dont les deux premiers se qualifient pour les quarts de finale de chacune des 2 compétitions.

A. C.

RESULTATS COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

Le calendrier des matchs de la Coupe de la Confédération

Dimanche 26 Novembre

Modern Future – SuperSport United : 1-0

Club Africain – Dreams FC : 2-0

Zamalek FC – Abu Salem : 1-0

Segrada Esperanca – CO Coyah : 2-0

Rivers United – Academica do Lobito : 3-0

Diables Noirs – Stade Malien de Bamako : 1-3

USM Alger – Al Hilal Benghazi : 2-0

RS Berkane – Sekhukhune United : 2-0

Les groupes de la Coupe de la Confédération

GROUPE A : Al Hilal Benghazi, Modern Future, SuperSport United, USM Alger

GROUPE B : Abu Salem, CO Coyah, Segrada Esperanca, Zamalek

GROUPE C : Academica do Lobito, Club Africain, Dreams FC, Rivers United

GROUPE D : Diables Noirs, RS Berkane, Sekhukhune United, Stade Malien

RESULTATS LIGUE DES CHAMPIONS :

Vendredi 24 novembre

Pyramides (EGY) – TP Mazembe (RDC) : 1-0

CR Belouizdad (ALG) – Young Africans (TAN) : 3-0

Samedi 25 novembre

Simba AC (TAN) – Asec Mimosas (CIV) : 1-1

Atletico Petroleos (ANG) – Al-Hilal (SDN) : 1-0

ES Tunis (TUN) – ES Sahel (TUN) : 2-0

Al Ahly (EGY) – Medeama (GHA) : 3-0

Wydad AC (MAR) – Jwaneng Galaxy FC (BOT) : 0-1

Dimanche 26 novembre

Mamelodi Sundowns (AFS) – Nouadhibou (MAU) : 3-0

Les groupes de la Ligue des Champions

GROUPE A : Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), Pyramids FC (Egypte), TP Mazembe (RD Congo), FC Nouadhibou (Mauritanie).

GROUPE B : Wydad AC (Maroc), Simba SC (Tanzanie), Asec Mimosas (Côte d'Ivoire), Jwaneng Galaxy (Botswana).

GROUPE C : Esperance (Tunisie), Atletico Petroleos (Angola), Al Hilal (Soudan), Etoile du Sahel (Tunisie).

GROUPE D : Al Ahly (Egypte), CR Belouizdad (Algérie), Young Africans (Tanzanie), Medeama (Ghana).

Mali Tribune



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous n'êtes probablement pas à prendre avec des pincettes en ce moment. Votre attitude et votre « body language » ne trahissent personne. Véritable cocotte-minute, vous avez besoin de prendre un peu de recul et de vous aérer l'esprit. Il serait dommage d'exploser en plein vol pour une goutte d'eau, cela pourrait ne pas être compris. Ne vous inquiétez pas, votre entourage vous connaît et sait qu'il ne s'agit que d'une passade.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous aurez peut-être l'impression de ne pas avancer, de tourner en rond, de ressasser les mêmes dossiers. Vous y allez presque à reculons. Et si vous regardez le verre à moitié plein plutôt ? Soyez déjà satisfaite de tous vos efforts accomplis au travail, et patientez. Il se peut que votre acharnement à la tâche finisse par payer un jour ou l'autre. Vos supérieurs vous écouteront d'une oreille plus attentive. Gardez confiance.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

C'est une journée compliquée au travail. Rien de ce que vous ferez ne trouvera grâce aux yeux de vos supérieurs. Vos collègues vous laisseront tomber. Inutile donc de vouloir en faire plus que nécessaire, ce n'est vraiment pas la journée idéale. Attendez plutôt que de vous fatiguer inutilement. Les prochains jours seront plus bénéfiques pour tout ce qui concerne vos missions. Soyez patient, et oubliez cette journée.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

On vous confiera un rôle d'importance aujourd'hui. Une perspective professionnelle qui vous réjouit autant qu'elle vous effraie, car vous avez peur de ne pas être à la hauteur. Rappelez-vous des conseils à appliquer, de l'expérience acquise au fur et à mesure de votre carrière. Si l'on vous confie une telle mission, c'est que vous êtes à la hauteur. Alors, foncez et montrez-vous digne de la confiance qui vous est accordée.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous ne savez pas pourquoi, mais vos collègues vous agacent. Ou alors ce sont vos clients. Ou vos partenaires. Bref, tout le monde au travail vous tape sur les nerfs. Un changement de programme, et vous avez envie de hurler. Un contrat qui vous passe sous le nez, et vous êtes persuadé que la faillite s'annonce. Il serait temps de maîtriser votre stress, non ? Votre entourage professionnel fait le dos rond. Cela pourrait ne pas durer longtemps...



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous aurez l'impression d'avoir fait le tour de la question aujourd'hui. Une certaine forme de routine, voire de lassitude, s'installe dans votre travail. Peut-être est-ce le bon moment pour reconsidérer votre vie professionnelle ? Avec votre expérience acquise et vos compétences, vous pourriez aisément retomber sur vos pieds. Soyez à l'affût d'une reconversion, un changement de vie et de plan de carrière est à l'ordre du jour.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Entre tâches répétitives et remarques désobligeantes, vous voyez votre lieu de travail comme un univers hostile. Si vous n'avez plus l'énergie de passer outre, c'est peut-être le signal qu'il faut envisager une reconversion. Demandez conseil à des personnes compétentes et pesez soigneusement le pour et le contre avant de vous lancer. Avec un projet bien construit et une énergie retrouvée, vous allez trouver un nouvel essor !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Entre les contretemps et les quiproquos, vous avez pris du retard dans votre travail et cela vous contrarie. Le comportement de certains collègues vous irrite, vous avez l'impression d'être la seule personne à être efficace. Vous qui aimez votre travail, vous y allez maintenant à reculons. Heureusement, cette situation ne devrait pas durer. Prenez votre mal en patience, lâchez du lest, les choses vont rentrer petit à petit dans l'ordre.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous n'avez pas peur du risque et vous prendrez des initiatives audacieuses grâce aux astres qui vous encouragent. L'énergie de lion qui vous habite vous permet d'abattre un travail considérable et de qualité. Si vous recevez des félicitations de votre entourage professionnel, vous ne diminuez pas pour autant vos efforts. Votre objectif est d'être fier de vous-même, et non de récolter des lauriers.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Passionné par votre travail, vous vous donnez à fond sans compter vos heures. Si votre investissement vous vaut la reconnaissance de vos collaborateurs, vous avez tendance à délaisser votre vie personnelle et votre entourage en souffre. Profitez d'un temps off pour vous poser et réfléchir à ce qui compte vraiment pour vous. Vous pourrez alors essayer de mettre en place un équilibre qui vous épanouisse vraiment.



Verseau (20 janvier - 19 février)

La journée sera difficile au travail. Quoi que vous fassiez, cela n'ira pas. Et malgré tous vos efforts, rien ne changera. Vos collègues ne veulent pas voir ce que vous faites d'un bon œil. Inutile de vous fatiguer outre mesure. Ce n'est pas la journée parfaite pour démontrer de quoi vous êtes capable. Mieux vaut donc attendre un peu que les choses se calment. Votre travail sera reconnu un peu plus tard. Gardez patience.



Poisson (19 février - 21 mars)

Attention aux embûches. Des projets audacieux pourraient vous être proposés, et vous serez tenté de relever le défi. Cependant, la période est à la prudence, vous pourriez regretter vos choix. Il est légitime de vouloir sortir de votre zone de confort, mais étudiez bien les propositions qui vous sont faites. Certaines d'entre elles pourraient s'avérer bancales et finir par vous nuire. Prudence est mère de sûreté.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1273 **Malikilé**



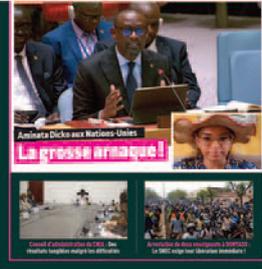
1274 **Malikilé**



1275 **Malikilé**



1276 **Malikilé**



1277 **Malikilé**



1278 **Malikilé**



1279 **Malikilé**



1280 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23